

Duplicata

RECEPISSE DE DEPOT

GREFFE DU
TRIBUNAL DE COMMERCE
de CAEN

Place Gambetta - BP 555
14037 CAEN CEDEX
Tél : 02.31.85.40.00
N° TVA : FR 86 322 212 523 00037

FIDAL

1 rue Claude Bloch
BP 15093
14078 CAEN CEDEX 5

V/REF :

N/REF : 93 B 554 / 2009-A-1510

Le Greffier du Tribunal de Commerce de CAEN certifie qu'il a reçu le 02/04/2009,

Acte S.S.P. en date du 18/09/2008
- Cession de parts

P.V. d'assemblée du 22/04/2008

Statuts mis à jour

Concernant la société

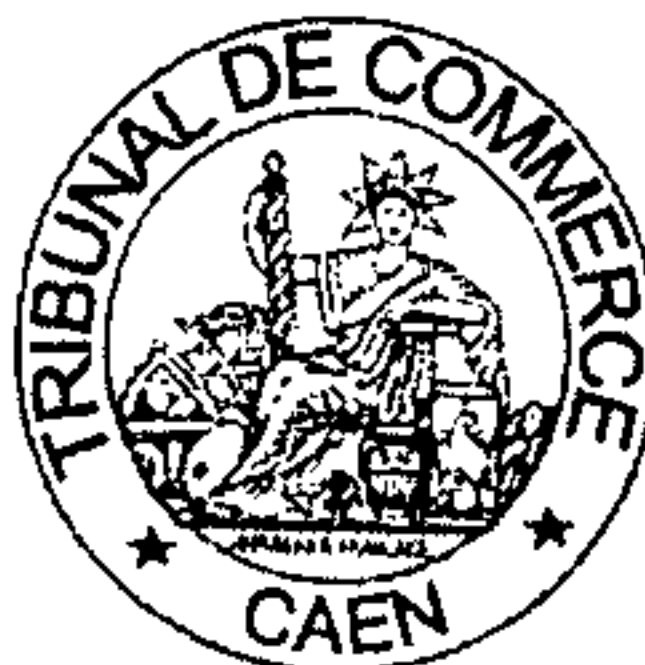
PARTELIOS IMMOBILIER
Société à responsabilité limitée
2 rue Martin Luther King
lotissement Habitât Entreprise
14280 Saint-Contest

Le dépôt a été enregistré sous le numéro 2009-A-1510 le 02/04/2009

R.C.S. CAEN 381 923 580 (93 B 554)

Fait à CAEN le 02/04/2009,

Le Greffier



PARTELIOS IMMOBILIER

SARL au capital de 16.000 €
Siège social : SAINT CONTEST (Calvados) 2, rue Martin Luther King
RCS CAEN 381 923 580



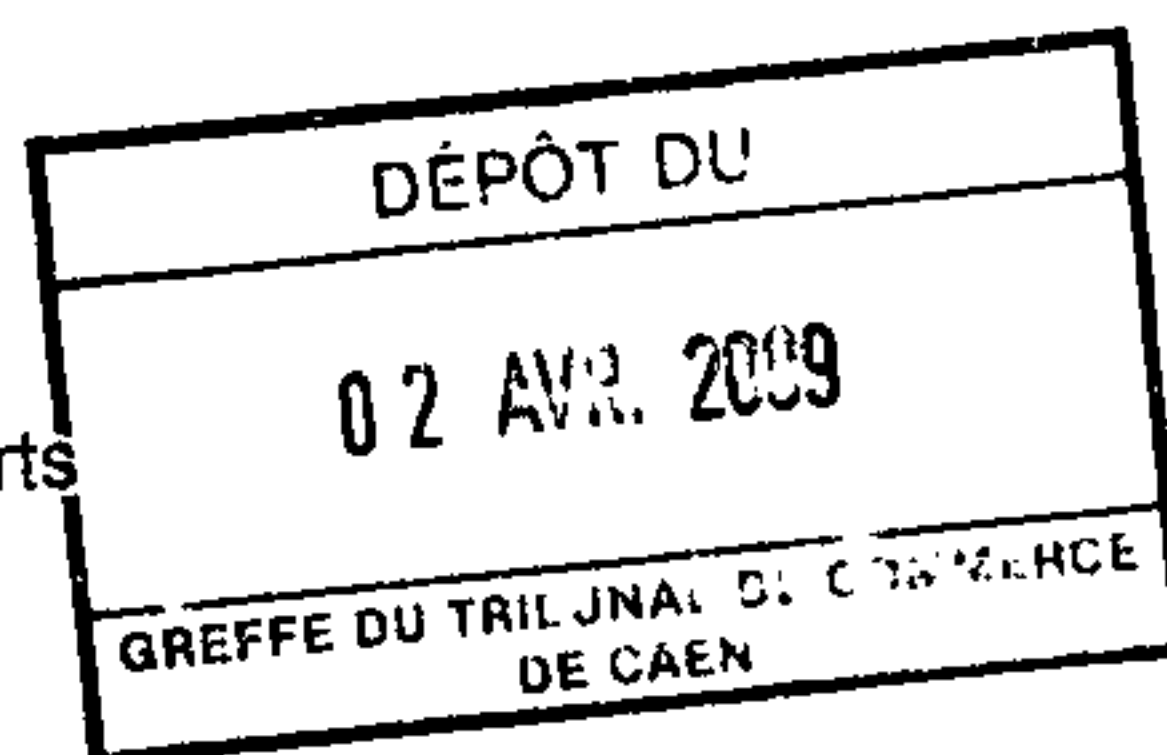
Procès-verbal des délibérations de
L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE
DU 22 AVRIL 2008

L'An Deux Mille Huit,

Le Mardi 22 AVRIL à 17 h 45, dans les bureaux de SAINT CONTEST, 2 rue Martin Luther King, les associés se sont réunis sur la convocation du Gérant, en Assemblée Générale Mixte ordinaire et extraordinaire.

Sont présents :

- Partélios INVESTISSEMENT,
représentée par Monsieur Didier MAUDELONDE,
propriétaire de 510 parts
- Partélios HOLDING,
représentée par Monsieur Didier MAUDELONDE,
propriétaire de 470 parts
- Monsieur Alain RONNE,
propriétaire de 10 parts



Absent et excusé :

- Monsieur Jacques LETAROUILLY,
propriétaire de 10 parts
qui a donné pouvoir à M. RONNE.

Est également présent :

- Monsieur LE GALLAIS, mandataire de la Société FIDAL.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Alain RONNE, Gérant.

La feuille de présence, vérifiée et certifiée exacte par Monsieur Alain RONNE, permet de constater que tous les associés sont représentés à l'assemblée et que les délibérations peuvent valablement s'engager.

Monsieur RONNE met à la disposition des associés :

- un exemplaire des statuts de la Société,
- la feuille de présence,

Il dépose également les rapports et documents suivants qui vont être soumis à l'examen de l'assemblée :

- le rapport de la gérance,
- les comptes annuels,
- le texte du projet des résolutions.

Les membres de l'assemblée déclarent qu'ils ont eu connaissance de ces documents et qu'ils ont pu consulter l'inventaire avant l'assemblée et dans les délais réglementaires.

Puis le Président de séance rappelle l'ordre du jour, ci-après reproduit, de la réunion:

ORDRE DU JOUR

EN MATIERE ORDINAIRE

- *Rapport du Gérant sur les comptes annuels de l'exercice 2006-2007, clos le 31 Octobre 2007, et sur la marche de la Société au cours de cet exercice,*
- *Présentation des comptes annuels de cet exercice,*
- *Lecture du rapport spécial du Gérant.*
- *Approbation des comptes de l'exercice précité,*
- *Délibération et vote sur les conclusions du rapport spécial du Gérant,*
- *Quitus au Gérant pour exécution de son mandat,*
- *Affectation du résultat net comptable.*

EN MATIERE EXTRAORDINAIRE

- *Agrément d'un nouvel associé.*
- *Modifications statutaires en raison de cession de parts.*
- *Attributions de pouvoirs.*

EN MATIERE ORDINAIRE :

PREMIERE RESOLUTION

APPROBATION DES COMPTES ANNUELS

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport de la Gérance sur l'exercice clos le 31 Octobre 2007, approuve, tels qu'ils sont présentés, les comptes annuels de cet exercice, se soldant par un bénéfice de 7.827,36 € après impôts.

L'assemblée générale approuve également les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports précités.

Elle donne en conséquence à la Gérance quitus de l'exécution de son mandat pour l'exercice approuvé.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

CONVENTIONS DE L'ARTICLE L 223-19 DU CODE DE COMMERCE

L'assemblée générale approuve les conventions visées par les dispositions de l'Article L223-19 du Code de Commerce et présentées dans le rapport spécial de la gérance.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

AFFECTATION DU RESULTAT NET DE L'EXERCICE ECOULE

L'assemblée générale, sur la proposition de la Gérance, décide d'affecter le résultat de l'exercice écoulé, arrêté aux termes de la première résolution, à la somme de 7.827,36 €, en totalité en réserves statutaires.

L'assemblée générale reconnaît en outre qu'il lui a été rappelé qu'aucun dividende n'a été distribué au titre des trois précédents exercices.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

EN MATIERE EXTRAORDINAIRE :

PREMIERE RESOLUTION

AGREMENT D'UN NOUVEL ASSOCIE

Monsieur Jacques LETAROUILLY nous a informés de son souhait de vendre les dix parts sociales qu'il détient dans notre Société.

Nous vous proposons que celles-ci soient acquises par Monsieur Thierry HEYVANG, qui souhaite devenir associé dans Partélios IMMOBILIER.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

MODIFICATIONS STATUTAIRES EN RAISON DE CESSIONS DE PARTS

L'assemblée générale, sous la condition résolutoire de la réalisation avant le 31 Mai 2008 de la cession de parts sociales devant intervenir entre Monsieur Jacques LETAROUILLY et Monsieur Thierry HEYVANG, décide de modifier ainsi qu'il suit la répartition du capital mentionnée à l'article 16 des statuts :

« Les parts composant le capital social sont réparties entre les associés dans les proportions suivantes :

à la Société Partélios INVESTISSEMENT, CINQ CENT DIX parts sociales numéros 1 à 500 et 951 à 960, ci	510 parts
à la Société Partélios HOLDING, QUATRE CENT SOIXANTE DIX parts sociales portant les numéros 501 à 950 et 961 à 980, ci	470 parts
à Monsieur Thierry HEYVANG, DIX parts sociales portant les numéros 981 à 990, ci	10 parts
à Monsieur Alain RONNE, DIX parts sociales portant les numéros 991 à 1.000, ci	10 parts
Total égal au nombre de parts composant le capital social	1.000 parts sociales »

Le reste de l'article demeure sans changement.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

ATTRIBUTION DE POUVOIRS

L'assemblée générale donne tous pouvoirs au porteur d'un original d'une copie ou d'un extrait des présentes, et spécialement à la société d'Avocats FIDAL, 1 Rue Claude Bloch à CAEN (14000), à l'effet d'effectuer les formalités de droit, plus spécialement près le greffe du tribunal de commerce de CAEN.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.
En foi de quoi est établi le présent procès-verbal qui est signé par les membres du bureau.

Le Gérant

A. RONNE

La Secrétaire,

C. NEDELEC.

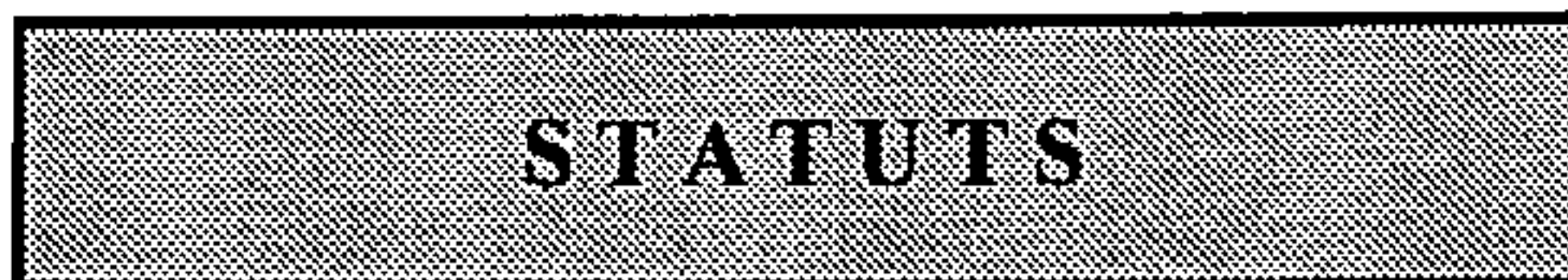
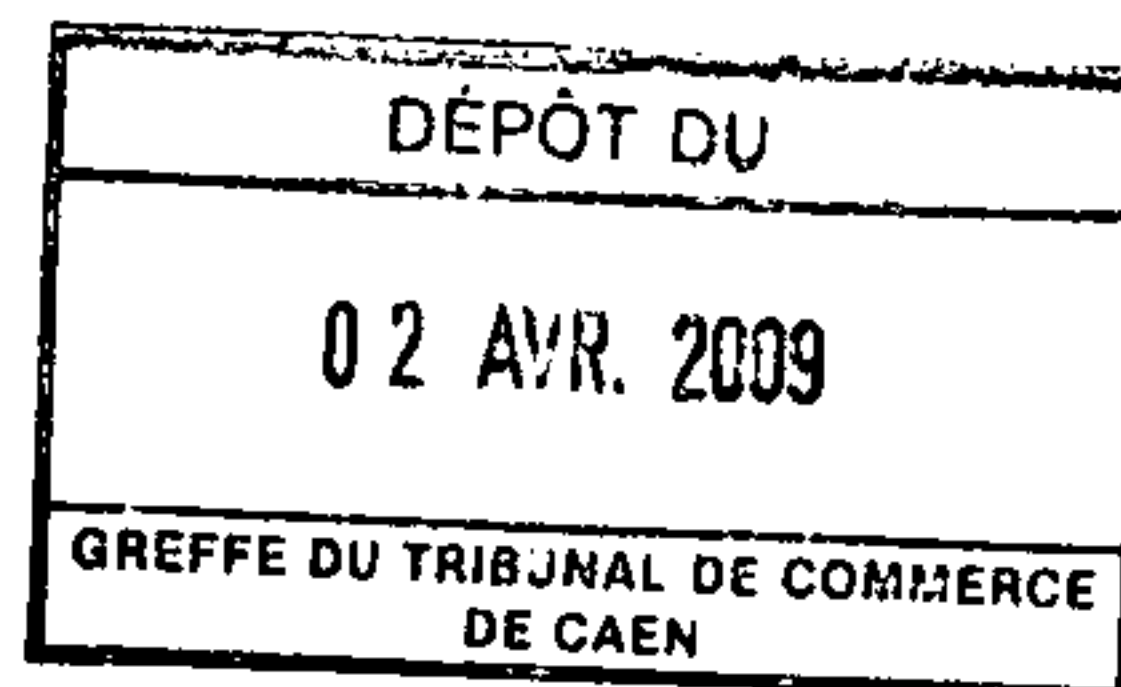
Pour copie certifiée conforme,

Fait le 20 MARS 2009 – A. RONNE Gérant.

PARTELIOS IMMOBILIER

SARL au capital de 16.000 euros
Siège social : SAINT CONTEST (14280)
Lotissement Habitat Entreprise - 2 Rue Martin Luther King
381 923 580 R.C.S. CAEN

- : -



certifié conforme.

A large, stylized handwritten signature in black ink, written over the text 'certifié conforme.'

Mis à jour conformément aux décisions prises par
l'Assemblée Générale Extraordinaire du 22 Avril 2008

A large, stylized handwritten signature in black ink, located at the bottom right of the page.

ARTICLE 1 - FORME

Il est créé entre les propriétaires des parts ci-après dénombrées une société à responsabilité limitée régie par les dispositions légales et réglementaires concernant cette forme de société et par les présents statuts.

ARTICLE 2 - DENOMINATION

La société est dénommée : « PARTELIOS IMMOBILIER ».

ARTICLE 3 - OBJET

La société a pour objet :

- la prestation de services appliqués à la gestion immobilière, administrative, et financière,
- l'activité de courtage en assurance, de démarchage financier et de prêt d'argent,
- d'une façon générale, l'assistance à la gestion, et l'ingénierie financière.

Elle peut réaliser toutes les opérations qui sont compatibles avec cet objet, s'y rapportent et contribuent à sa réalisation.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège de la société est fixé à SAINT CONTEST (14280), Lotissement Habitat Entreprise, 2 Rue Martin Luther King.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la société est fixée à 99 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 6 - FORMATION DU CAPITAL

Les apports faits à la constitution de la société et formant le capital d'origine sont tous des apports de numéraire.

ARTICLE 7 - CAPITAL

Le capital social est fixé à 16.000 euros. Il est divisé en 1.000 parts de 16 euros chacune entièrement libérées, numérotées de 1 à 1.000. Leur répartition figure ci-après à l'article 16.

ARTICLE 8 - AUGMENTATION OU REDUCTION DU CAPITAL

Les augmentations du capital par attribution de parts gratuites comme les réductions de capital par diminution de parts peuvent toujours être réalisées malgré l'existence de rompus.

Toute personne entrant dans la société à l'occasion d'une augmentation du capital et qui serait soumise à agrément comme cessionnaire de parts sociales en vertu de l'article 10 doit être agréée dans les conditions fixées audit article.

ARTICLE 9 - RESPONSABILITE LIMITE DES ASSOCIES - INDIVISIBILITE ET DEMEMBREMENT DES PARTS SOCIALES

Sous réserve des dispositions légales les rendant temporairement solidairement responsables, vis-à-vis des tiers de la valeur attribuée aux apports en nature, les associés ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports.

Chaque part est indivisible à l'égard de la société.

Pendant la durée de l'indivision, pour le calcul de la majorité en nombre lorsqu'elle est requise, chaque indivisaire compte comme associé s'il n'est pas soumis à agrément. Il en est de même de chaque nu-propriétaire.

L'usufruitier exerce seul le droit de vote attaché aux parts dont la propriété est démembrée.

ARTICLE 10 - TRANSMISSION DES PARTS

1 - Les parts se transmettent librement, à titre gratuit ou onéreux, entre associés, entre ascendants et descendants, et entre conjoints. Elles ne peuvent être transmises, à quelque titre que ce soit, à des tiers étrangers à la société qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, ces majorités étant en outre déterminées compte tenu de la personne et des parts de l'associé cédant.

Le projet de cession est notifié à la société et à chacun des associés par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, indiquant l'identité du cessionnaire proposé ainsi que le nombre de parts dont la cession est soumise à agrément. Dans le délai de huit jours de la notification qui lui a été faite, la gérance doit convoquer l'assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet de cession des parts sociales ou consulter les associés par écrit sur ledit projet. La décision de la société, qui n'a pas à être motivée, est notifiée par la gérance au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications du projet de cession prévues à l'alinéa précédent, le consentement à la cession est réputé acquis. Si la société a refusé de consentir à la cession, le cédant peut, dans les huit jours de la notification du refus qui lui est faite, signifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception qu'il renonce à son projet de cession. A défaut de renonciation de sa part, les associés doivent, dans le délai de trois mois à compter du refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir les parts à un prix fixé à dire d'expert dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code Civil. Ce délai de trois mois peut être prolongé une seule fois, à la demande du gérant, par décision du président du tribunal de commerce statuant sur requête. Le prix est payé comptant, sauf convention contraire entre les parties. Si le cédant y consent, la société peut également, dans le même délai, racheter les parts au prix déterminé dans les conditions ci-dessus, en réduisant corrélativement son capital du montant de leur valeur nominale. Un délai de paiement qui ne saurait excéder deux ans, peut, dans ce cas, sur justification, être accordé à la société par ordonnance de référé rendue par le président du tribunal de commerce. Les sommes dues portent intérêt au taux légal.

Pour assurer l'exécution de l'une ou l'autre des solutions ci-dessus, la gérance doit notamment solliciter l'accord du cédant sur un éventuel rachat par la société, centraliser les demandes d'achat émanant des associés et les réduire éventuellement en proportion des droits de chacun d'eux dans le capital si leur total excède le nombre de parts cédées.

A l'expiration du délai imparti et éventuellement prorogé, lorsque aucune des solutions prévues n'est intervenue, l'associé peut réaliser la cession initialement projetée, si toutefois il détient ses parts sociales depuis au moins deux ans ou en a reçu la propriété par succession, liquidation de communauté de biens entre époux ou donation de son conjoint, d'un ascendant ou descendant ; l'associé qui ne remplit aucune de ces conditions reste propriétaire de ses parts.

Dans tous les cas où les parts sont acquises par les associés ou les tiers désignés par eux, notification est faite au cédant, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée huit jours à l'avance, de signer l'acte de cession. S'il refuse, la mutation est régularisée d'office par la gérance ou le représentant de la société, spécialement habilité à cet effet, qui signera en son lieu et place l'acte de cession. A cet acte qui relate la procédure suivie, sont annexées toutes pièces justificatives.

Lorsque le cessionnaire doit être agréé, la procédure ci-dessus s'applique même aux adjudications publiques volontaires ou forcées. L'adjudicataire doit en conséquence notifier le résultat de l'adjudication dans les conditions imparties, comme s'il s'agissait d'un projet de cession. Toutefois, si les parts sont vendues, selon les dispositions de l'article 2078 alinéa 1er du code civil, en exécution d'un nantissement ayant reçu le consentement de la société, le cessionnaire se trouve de plein droit agréé comme nouvel associé, à moins que la société ne préfère après la cession racheter sans délai les parts en vue de réduire son capital. La collectivité des associés doit être consultée par la gérance dès réception de la notification adressée par le cessionnaire à la société afin de statuer sur cette possibilité, le tout dans les formes, délai et conditions prévus pour toute décision extraordinaire emportant réduction du capital social et des dispositions prévues ci-après dans le cas de liquidation d'une communauté de biens entre époux.

2 - Les parts sociales sont transmises librement par succession au profit du conjoint ou de héritiers en ligne directe de l'associé prédécédé comme au profit de toute personne ayant déjà la qualité d'associé. Tous autres héritiers ou ayants droit ne deviennent associés que s'ils ont reçu l'agrément de la majorité en nombre des associés survivants et, le cas échéant, des héritiers non soumis à agrément. Tout héritier ou ayant droit, qu'il soit ou non soumis à agrément, doit justifier, dans les meilleurs délais, de ses qualités héréditaires et de son état civil auprès de la gérance qui peut toujours exiger la production d'expéditions ou d'extraits de tous actes notariés établissant ces qualités.

Tant que subsiste une indivision successorale, les parts qui en dépendent ne sont prises en compte pour les décisions collectives que si un indivisaire au moins n'est pas soumis à agrément. Ceux des indivisaires qui répondent à cette condition ont seuls la qualité d'associé. S'il n'en existe qu'un, il représente de plein droit l'indivision ; s'il sont plusieurs, ils devront se faire représenter par un mandataire commun.

Tout acte de partage est valablement notifié à la société par le copartageant le plus diligent. Si les droits hérités sont divis, l'héritier ou l'ayant droit notifie à la société une demande d'agrément en justifiant de ses droits et qualités. Dans l'un et l'autre cas, si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois de la réception de cette notification, l'agrément est réputé acquis. Si tous les indivisaires sont soumis à agrément, la société peut, sans attendre le partage, statuer sur leur agrément global ; de convention essentielle entre les associés, elle peut aussi, à l'expiration d'un délai de six mois à compter du décès, demander au juge des référés du lieu de l'ouverture de la succession de mettre les indivisaires en demeure, sous astreinte, de procéder au partage. Lorsque les droits hérités sont divis, elle peut se prononcer sur l'agrément même en l'absence de demande de l'intéressé.

La notification du partage ou de la demande d'agrément et celle de la décision de la société sont faites par envoi recommandé avec avis de réception ou par acte extrajudiciaire.

Dans tous les cas de refus d'agrément, les associés ou la société doivent acquérir ou faire acquérir les parts de l'héritier ou ayant droit non agréé ; il est fait application des dispositions ci-dessus prévues dans l'hypothèse d'un refus d'agrément en cas de transmission entre vifs, les héritiers, ou ayants droit non agréés étant substitués au cédant. Si aucune des solutions prévues par ces dispositions n'intervient dans les délais impartis, l'agrément est réputé acquis.

3 - En cas de dissolution de communauté par le décès de l'époux associé, aucun agrément n'est exigé du conjoint survivant et des héritiers en ligne directe ; tout autre héritier doit être agréé conformément aux dispositions prévues en cas de transmission par décès. Il en est de même pour les héritiers, si la liquidation résulte du décès du conjoint de l'époux associé, sans préjudice du droit qu'obtiendrait ce dernier, lors de la liquidation de la communauté, de conserver la totalité des parts inscrites à son nom. Sous cette même réserve, la liquidation de communauté intervenant du vivant des époux ne peut attribuer définitivement au conjoint de l'associé des parts sociales, que si ce conjoint est agréé à la majorité des associés, la procédure d'agrément étant soumise aux conditions prévues comme en matière de transmission entre vifs. A défaut d'agrément, les parts ainsi attribuées doivent être rachetées dans les conditions susvisées, le conjoint associé bénéficiant toutefois d'une priorité de rachat pour assurer la conservation de la totalité des parts inscrites à son nom.

ARTICLE 11 - GERANCE

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, pris parmi les associés ou en dehors d'eux et nommés, pour une durée limitée ou non, par décision adoptée par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Chacun des gérants a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

Dans leurs rapports entre eux et avec leurs coassociés les gérants ont les pouvoirs nécessaires, dont ils peuvent user ensemble ou séparément -sauf le droit pour chacun de s'opposer à toute opération avant qu'elle soit conclue- pour faire toutes les opérations se rattachant à l'objet social, dans l'intérêt de la société. Toutefois, les emprunts à l'exception des crédits en banque et des prêts ou dépôts consentis par des associés, les achats, échanges et ventes d'établissements commerciaux ou d'immeubles, les hypothèques et nantissements, la fondation de sociétés et tous apports à des sociétés constituées ou à constituer, ainsi que toute prise d'intérêt dans ces sociétés, ne peuvent être faits ou consentis qu'avec l'autorisation des associés aux conditions de majorité ordinaire.

Sauf dispositions contraires de la décision qui les nomme, les gérants ne sont tenus de consacrer que le temps nécessaire aux affaires sociales. Ils peuvent, d'un commun accord, déléguer les pouvoirs qu'ils jugent convenables à un ou plusieurs directeurs et constituer des mandataires spéciaux et temporaires.

Révocable par décision ordinaire de la collectivité des associés prise à la majorité des parts sociales, le gérant peut résigner ses fonctions, mais seulement trois mois après la clôture d'un exercice, en prévenant les associés trois mois au moins à l'avance, sauf accord contraire de la collectivité des associés prise à la majorité ordinaire.

Chaque gérant a droit à un traitement fixe ou proportionnel ou fixe et proportionnel déterminé par décision collective ordinaire des associés ; il a droit en outre au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement.

ARTICLE 12 - DECISIONS COLLECTIVES

La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qui, régulièrement prises, obligent tous les associés. Elles sont qualifiées d'extraordinaires quand elles entraînent une modification des statuts et d'ordinaires dans tous les autres cas. Elles résultent, au choix de la gérance, d'une assemblée générale ou d'une consultation écrite des associés ; toutefois la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation des comptes de chaque exercice ou la réduction du capital.

Les assemblées sont convoquées dans les conditions prévues par la loi et les règlements. Pour justifier de leur présence, une feuille de présence est émargée par les membres de l'assemblée. Toutefois, le procès-verbal de l'assemblée en tient lieu lorsqu'il est signé de tous les associés présents.

Les consultations écrites se déroulent selon les modalités précisées par les textes légaux et réglementaires, le vote par écrit étant, pour chaque résolution, formulé par les mots "oui" ou "non".

Enfin, la volonté unanime des associés peut être constatée par des actes, sauf si la tenue d'une assemblée est légalement obligatoire.

ARTICLE 13 - MAJORITES

Les décisions collectives ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation ou réunion, les associés sont consultés une deuxième fois et les décisions sont alors valablement adoptées à la majorité des votes émis. Toutefois, la majorité représentant plus de la moitié des parts sociales reste toujours requise s'il s'agit de statuer sur la nomination ou la révocation d'un gérant associé ou non, la modification corrélative de l'article des statuts où figurerait son nom étant réalisée dans les mêmes conditions.

Sous réserve des exceptions précisées par la loi, la modification des statuts est décidée par les associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

ARTICLE 14 - ANNEE SOCIALE

L'année sociale comme le 1er Novembre de chaque année et finit le 31 Octobre de l'année suivante.

ARTICLE 15 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Le bénéfice distribuable, constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et de la dotation à la réserve légale et augmenté des reports bénéficiaires, est à la disposition de l'assemblée qui, sur la proposition de la gérance, peut, en tout ou en partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux associés à titre de dividendes, proportionnellement aux parts, sans pouvoir toutefois, dans cette hypothèse de distribution, excéder un versement annuel de 6 % du capital.

Les bénéfices non distribués sont réinvestis dans la société en conformité avec son objet.

ARTICLE 16 - REPARTITION DES PARTS

Les parts composant le capital social sont réparties entre les associés dans les proportions suivantes :

à l'Association Technique Logement, en abrégé "A.T.L. 14", 510 parts sociales numéros 1 à 500 et 951 à 960, ci	510 parts
à la "Société de Participation à l'Immobilier et au Logement", en abrégé "SOPARIL", QUATRE CENT SOIXANTE DIX parts sociales portant les numéros 501 à 950 et 961 à 980, ci	470 parts
à Monsieur Thierry HEYVANG, DIX parts sociales portant les numéros 981 à 990, ci	10 parts
à Monsieur Alain RONNE, DIX parts sociales portant les numéros 991 à 1.000, ci	10 parts
Total égal au nombre de parts composant le capital social	<u>1.000 parts sociales »</u>

Les associés déclarent expressément que toutes les parts représentant le capital social leur appartiennent, sont toutes réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus correspondant à leurs apports respectifs et sont toutes entièrement libérées.

CESSION DE PARTS SOCIALES

DEPOT DU

02 AVR. 2009

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE
DE CAEN**ENTRE LES SOUSSIGNES :**

Monsieur **Jacques LETAROUILLY**, demeurant à DEAUVILLE (14800) – 45, Rue Fossorier, né à DEAUVILLE (Calvados) le 20 Septembre 1921, époux de Madame Raymonde CARABOEUF, tous deux mariés le 27 Septembre 1947 à BONNEBOSQ, sous le régime de la communauté réduite aux acquêts aux termes d'un contrat de mariage reçu par Maître CLERGEOT, Notaire à DEAUVILLE, puis modifié suivant acte en date du 18 Novembre 1998 reçu par Maître CLERGEOT, en vue de l'adoption du régime de la communauté universelle.

Ci-après dénommé "le Cédant"
d'une part,

ET :

Monsieur **Thierry HEYVANG**, demeurant à FONTAINE ETOUPEFOUR (Calvados) – 11 rue Ernest Bompain, né à TOURS (Indre et Loire) le 18 Février 1972, époux de Madame Sarah CHAMPIGNY, tous deux mariés sous le régime de la participation aux acquêts

Ci-après dénommé "le Cessionnaire"
d'autre part

Préalablement à la cession de parts faisant l'objet des présentes, il a été exposé ce qui suit :

EXPOSE

1. La Société «**PARTELIOS IMMOBILIER**» est une société à responsabilité limitée, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de CAEN, sous le numéro 381 923 580.
2. Elle a pour objet :
 - la prestation de services appliqués à la gestion immobilière, administrative, et financière,
 - l'activité de courtage en assurance, de démarchage financier et de prêt d'argent,
 - d'une façon générale, l'assistance à la gestion, et l'ingénierie financière.
3. Le siège social est à SAINT CONTEST (Calvados) – Lotissement Espace Habitat Entreprise – 2 rue Martin Luther King.


 RL

74

4. La durée de la société est fixée à quatre vingt dix neuf (99) années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf prorogation ou dissolution anticipée.
5. Le capital social est fixé à la somme de SEIZE MILLE Euros (16.000 €), il est divisé en MILLE (1.000) parts sociales de SEIZE EUROS (16 €) chacune, entièrement libérées, numérotées de 1 à 1.000.
5. La société est soumise au régime fiscal des sociétés de capitaux, et les parts cédées sont représentatives d'apports en numéraire.

Ceci exposé, il a été convenu et arrêté ce qui suit :

CESSION

Par les présentes, le cédant cède et transporte sous les garanties ordinaires et de droit, au cessionnaire qui accepte, les DIX (10) parts sociales de 16 Euros de nominal chacune, numérotées de 981 à 990, qu'il possédait dans le capital de la société « **PARTELIOS IMMOBILIER** », avec tous les droits et obligations y attachés.

PRIX

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix de seize Euros (16 €), la part sociale, soit au prix global de CENT SOIXANTE EUROS (160 €) qui a été payé comptant ce jour par le cessionnaire au cédant, qui lui en délivre bonne et valable quittance.

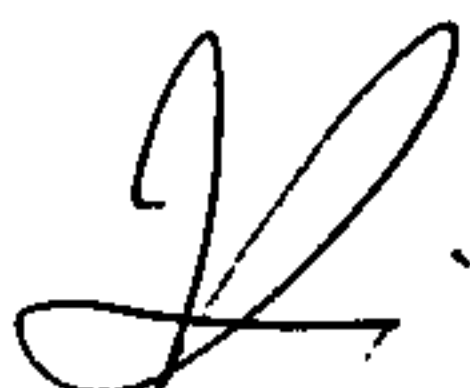
DONT QUITTANCE

PROPRIETE - JOUISSANCE

Le cessionnaire sera propriétaire des parts cédées à compter de ce jour.

Il en aura la jouissance à compter du jour d'ouverture de l'exercice en cours.

Les parts cédées ne sont représentées par aucun titre. Leur propriété résulte uniquement des statuts, des actes modificatifs et des cessions régulièrement intervenues.

 R.L.

84

FORMALITES - POUVOIRS

Le présent acte sera, à la diligence d'une des parties et en vue de rendre la présente cession opposable à la Société, soit signifié à la société, soit déposé en un exemplaire original au siège social de la société contre remise par le Gérant d'une attestation de ce dépôt.

La présente cession de parts sociales sera déposée en deux exemplaires au Greffe du Tribunal de Commerce de CAEN.

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'originaux des présentes en vue de rendre la cession ci-dessus opposable à la société.

DISPOSITIONS DIVERSES

Pour la perception des droits d'enregistrement, le cédant déclare que la présente cession est soumise au droit de 3 %, avant abattement.

Tous les frais droits et honoraires des présentes ou de leur suite seront à la charge du cessionnaire qui s'y engage.

ELECTION DE DOMICILE

Les soussignés font élection de domicile en leur résidence respective.

Fait à SAINT CONTEST

En six exemplaires

Le 18 septembre 2008

Monsieur Jacques LETAROUILLY

Bon pour cession de 10 (Dix)
parts sociales.

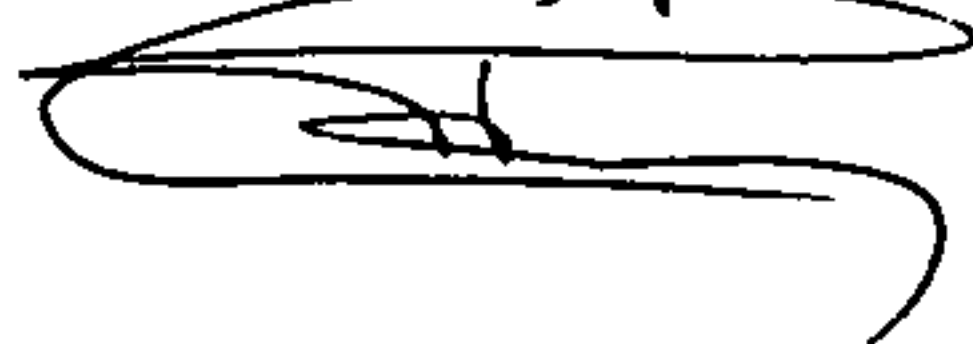


Madame Raymonde CARABOEUF

R. Letarouilly

Monsieur Thierry HEYVANG

Bon pour acquisition
de Dix (10) parts sociales



Enregistré à : SIE - ENREGISTREMENT - CAEN NORD

Le 29/09/2008 Bordereau n°2008/1 534 Case n°15

Ext 9466

Enregistrement : 25 €

Pénalités :

Total liquidé : vingt-cinq euros

Montant reçu : vingt-cinq euros

L'Agent

Affaire suivie par
Mme Catherine ALAIS